

Grand débat: les secrets d'un hold-up



Article rédigé par *Mediapart*, le 30 janvier 2019

Source [Mediapart] Alors que la Commission nationale du débat public était disposée à assurer l'impartialité et la neutralité du grand débat national, l'Élysée s'y est opposé. Documents et courriels confidentiels à l'appui, Mediapart révèle la lutte menée par Emmanuel Macron pour transformer l'initiative, selon le mot de Chantal Jouanno, en une « *campagne de communication* ».

C'est une curieuse histoire, qui se joue le 9 janvier, et qui va lourdement peser sur le grand débat national souhaité par Emmanuel Macron, pour essayer de sortir de la crise des gilets jaunes. L'avant-veille, le 7 janvier, sous le titre « [Le salaire pas très "gilet jaune" de Chantal Jouanno](#) », La Lettre A a révélé que la présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP) avait une rémunération de 14 666 euros brut par mois. La controverse s'est aussitôt enflammée. Et quand l'intéressée tente de s'expliquer, deux jours plus tard [au micro de France Inter](#), elle est en réalité devenue inaudible.

Elle a beau dire que le niveau de sa rémunération relève d'un décret, lequel relève de la compétence de la puissance publique, et qu'il lui appartient éventuellement de la diminuer ; elle a beau préciser qu'elle comprend qu'un tel niveau de rémunération puisse choquer les gilets jaunes, dont les revendications portent pour beaucoup sur des questions de pouvoir d'achat... personne ne l'entend.

Et quand Chantal Jouanno annonce ce 9 janvier qu'elle reste présidente de la CNDP mais qu'elle n'assumera pas, contrairement à ce qui était prévu, le pilotage de ce grand débat national, l'opinion retient que c'est cette polémique sur sa rémunération qui est à l'origine de cette embardée catastrophique pour le pouvoir.

Et pourtant, non ! Derrière cette histoire, une autre se joue, dont personne à l'époque ne se doute. Il y a bien une rumeur persistante qui circule, et dont [Mediapart se fait l'écho dans notre première enquête](#), selon laquelle les relations sont tendues entre le pouvoir et Chantal Jouanno, l'ex-ministre sarkozyste, le premier cherchant à se débarrasser de la seconde. Mais cela ne va pas plus loin. Et nul ne se doute que cette mise en retrait de Chantal Jouanno est surtout l'aboutissement ultime de très vives tensions entre la CNDP d'un côté, et l'Élysée et Matignon de l'autre, sur la manière de conduire ce grand débat national.

Chantal Jouanno, dont nous avons recueilli le témoignage, admet elle-même bien volontiers que ce 9 janvier, elle ne dit pas ce qu'elle a sur le cœur. Par « *loyauté* », dit-elle. Mais avec le recul, la présidente souhaite visiblement faire connaître sa version des faits. Pour rétablir la vérité.

L'histoire commence donc au début du mois de décembre. Emmanuel Macron a alors annoncé son intention d'ouvrir un grand débat national pour tenter de désarmer la colère des gilets jaunes et leur apporter la preuve qu'il est à l'écoute.

Le 5 décembre, Chantal Jouanno, qui préside la CNDP, dont la mission est précisément d'être le garant de la neutralité et de l'impartialité de tous les débats publics organisés dans le pays, est donc approchée. Dans un

premier temps, c'est Damien Cazé, conseiller au cabinet du premier ministre, qui lui demande si elle accepterait de piloter le grand débat. Mais la demande est curieusement formulée : son interlocuteur lui demande si elle accepte de le faire « *à titre personnel* ». Réponse de Chantal Jouanno : c'est impossible ! Si le gouvernement veut la saisir, cela ne peut être qu'ès qualités, comme présidente de la CNDP. Il faut donc que le gouvernement respecte les procédures et fasse une saisine officielle de la CNDP.

Le sous-entendu est très clair : la CNDP est régie par des règles. Et si le gouvernement veut faire appel à elle, il devra les respecter. Comme dans tous les débats organisés par la CNDP, il ne peut y avoir de « *lignes rouges* », c'est-à-dire de sujets interdits. La neutralité et l'impartialité des débats devront être assurées, et c'est la CNDP qui en est nécessairement le garant – et non un ministre ou un responsable politique. Tous les intervenants dans le débat sont égaux : en clair, la parole d'un président de la République, s'il intervient, ne peut pas peser plus que celle d'un autre citoyen. Ou alors, si le président ou un ministre participe, ils ne peuvent présider la séance ni être sur une tribune ou au centre de la salle, de sorte que tous les participants soient égaux. Quant aux restitutions et au compte-rendu final des débats, c'est aussi la CNDP qui doit en avoir la maîtrise, de sorte qu'ils ne soient pas biaisés par quiconque. Toutes ces règles, la puissance publique les connaît évidemment, et le premier échange ne fait qu'y faire allusion.

Alors pourquoi Damien Cazé demande-t-il à Chantal Jouanno de piloter le grand débat « *à titre personnel* » ? Le gouvernement souhaite-t-il obtenir la caution de la présidente de la Commission, mais sans saisine officielle, c'est-à-dire en s'émancipant des procédures démocratiques de la commission ? Ce même 5 décembre, un autre indice peut le suggérer. Il transparaît du courriel (*voir ci-dessous*) que Chantal Jouanno adresse au même Damien Cazé mais aussi à Thomas Fatome, qui est le directeur adjoint de cabinet d'Édouard Philippe. Chantal Jouanno leur signale que deux ministres, Jacqueline Gourault et Muriel Pénicaud, « *rencontrent demain les organisations syndicales et associations d'élus* ». Et la présidente de la CNDP d'ajouter : « *Elles envisagent de définir et valider avec eux la méthode et l'organisation du débat. Ceci n'est pas en cohérence avec la volonté affichée de confier à une autorité indépendante cette organisation pour en garantir la neutralité.* »

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/260119/grand-debat-les-secrets-d-un-hold>